

LES ÉTATS
EN GUERRE
ÉCONOMIQUE

Du même auteur

Le jihad en Europe
Seuil, 2002

Les Secrets de la guerre économique
(avec Denis Lanvaux)
Seuil, 2004

Retour de flamme.
Comment la mondialisation a accouché du terrorisme
Calmann-Lévy, 2006

ALI LAÏDI

LES ÉTATS
EN GUERRE
ÉCONOMIQUE

ÉDITIONS DU SEUIL

Ce livre est édité par Patrick Rotman

ISBN 978-2-02-100032-0

© ÉDITIONS DU SEUIL, AVRIL 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editionsduseuil.fr

Extrait de la publication

À mon père Salah Laïdi qui a rejoint ma mère Ouchène Guermia
dans le silence éternel

À Anne-Claude, ma première et attentive lectrice

À Chloé qui supporte mes week-ends studieux

À Alexandre que ces week-ends ont éloigné de son papa

Si l'erreur est humaine, la vérité ne l'est pas.

La guerre de l'éthanol

«Partout où il y a de l'argent à se faire, il y a des petits malins pour trouver le moyen de contourner les règlements.» Dans son bureau de Bruxelles, au rez-de-chaussée d'un immeuble cosu situé à quelques centaines de mètres des institutions européennes, la lobbyiste Valérie Corre constate, amère, que rien n'arrête l'argent. Pourtant elle en a vu d'autres. Celle dont le métier consiste à défendre les intérêts du groupe pour lequel elle travaille n'est pas novice dans ce milieu. Pour le compte de l'Union européenne des producteurs d'éthanol, elle affronte aujourd'hui un adversaire coriace, à la croisée du business et de la diplomatie, une entreprise plus maligne que les autres et qui bénéficie du soutien indéfectible de son pays d'origine, la Suède. Champions de l'écologie, les Suédois sont prêts à tout pour nourrir l'énorme appétit de leur marché intérieur pour l'éthanol, à un prix évidemment accessible à sa population. Prêts à tout, puisqu'ils sont même disposés à prendre le risque inouï d'abîmer l'environnement, de souiller la mer au nom de la sacro-sainte rentabilité économique.

La Suède n'a qu'un objectif: 25 % d'éthanol dans ses transports. Afin d'atteindre ce but aussi louable que nécessaire, elle use de toutes les ficelles, jusqu'à soutenir envers et contre tout Sekab, le principal fournisseur d'éthanol du pays. Le problème, c'est que Sekab ne peut assurer qu'une infime partie des besoins suédois et que l'industrie européenne naissante

de l'éthanol, trop chère et pas assez productive, n'est pas en mesure de les assouvir. Alors, tout naturellement, la Suède se tourne vers l'importation d'éthanol brésilien qui fournit près de la moitié des importations de l'UE à 25. Il faut dire que Brasilia a beaucoup misé sur le développement des biocarburants. Au point que, de Fidel Castro à certaines ONG altermondialistes, on accuse le pays de Lula d'affamer certains pays importateurs de fruits et légumes en consacrant une grande partie de ses terres au biocarburant plutôt qu'à la production vivrière. Mais c'est une autre histoire.

L'Europe, quant à elle, ne sait pas vraiment comment traiter la question des biocarburants. Comme souvent, elle multiplie les objectifs, parfois au risque de l'incohérence. Dans le plan Climat adopté par le Conseil européen les 11 et 12 décembre 2008, l'UE prétend encourager une industrie européenne des biocarburants pour diminuer les émissions de CO₂, donner du travail à ses agriculteurs, garantir son indépendance énergétique et poursuivre sa croissance économique. Dans le même temps, elle souhaite utiliser les biocarburants comme un outil d'aide au développement en permettant aux pays émergents d'exporter vers l'UE leur production d'alcool éthylique, ce qui revient à ouvrir son marché aux pays pauvres d'Afrique et d'Amérique du Sud. Deux objectifs qu'elle compte mener simultanément. Et c'est là que le bât blesse. Comment favoriser l'essor d'une nouvelle industrie européenne tout en ouvrant largement les frontières à une concurrence étrangère qui a plusieurs années d'avance ?

Certes, l'Europe bénéficie de surfaces agricoles généreuses, de ressources humaines et de savoir-faire technologique dans le domaine des biocarburants. Il lui manquait les investissements pour la transformation du produit. Depuis quelques années, les industriels européens ont investi pour ce faire plus

de 5 milliards d'euros dans la construction d'usines. Mais celles-ci, à peine sur pied, doivent lutter contre un prix au litre venu du Brésil qui défie toute concurrence. La Commission européenne a donc décidé de protéger une partie de ses industriels en taxant les produits d'importation extra-communautaire. L'éthanol qui rentre dans l'UE est désormais taxé à 19 centimes d'euro le litre.

Sauf qu'une grande partie de l'éthanol brésilien échappe à la dîme, grâce à un contournement plutôt astucieux des règlements européens, opéré par des entreprises suédoises et hollandaises et servi par un solide lobbying mené par la Suède, cliente de l'éthanol brésilien via la société Sekab. En effet, le mélange, en douane, d'éthanol et d'essence permet l'obtention d'un produit final qui n'est plus taxé qu'à 3 centimes le litre – soit un manque à gagner pour les finances européennes de 16 centimes par litre. Pour faire avaler la pilule au Comité des douanes européen, la Suède a réussi à persuader une petite majorité de pays européens de soutenir sa « combine ». Évidemment la bataille a été sévère mais, le 4 février 2008, le verdict est tombé : 11 voix pour la Suède, 10 contre, 5 abstentions. La Suède a donc été autorisée à mélanger éthanol et essence en douane pour payer moins de taxes. Parmi les votes contre, essentiellement les pays producteurs d'éthanol : la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Espagne, la Pologne... Pour Rob Vierhout, secrétaire général d'eBio, qui fédère une partie des producteurs européens, la Suède a fait pression sur certains pays pour obtenir leur voix : « C'est juste une question de pression politique. Le gouvernement suédois a déployé beaucoup d'efforts pour y arriver. Il a envoyé des délégations dans tous les pays membres. Il a manœuvré ici, à Bruxelles, auprès des divers services de la Commission et il a réussi. Sans doute y a-t-il eu, aussi, un échange de bons procédés : donner quelque chose aux pays membres en retour de leur approbation. »

Le vote du 4 février 2008 a fait beaucoup de bruit. Devant les protestations, les Suédois ont craint de ne pas pouvoir obtenir le renouvellement de l'autorisation annuelle qui leur a permis de mélanger l'éthanol et l'essence en douane. Aussi ont-ils réfléchi à d'autres moyens de contourner la réglementation douanière européenne. Ils ont demandé son soutien à leur allié hollandais Vopak, qui stocke l'éthanol dans le port de Rotterdam. C'est ainsi qu'est apparue en 2008, dans une note confidentielle des douanes européennes, une étrange proposition formulée par les autorités des Pays-Bas. Les Hollandais proposent la réalisation d'un schéma complexe, astucieux, mais périlleux : un tanker rempli d'éthanol brésilien, amarré en zone douanière, et un autre navire plein d'essence quittent le port de Rotterdam pour les eaux internationales. Le mélange est réalisé en pleine mer et les deux bateaux rentrent au port avec un produit taxé à 3 centimes le litre au lieu de 19 ! Et le tour est joué. Dans la note confidentielle des douanes, les Hollandais s'interrogent surtout sur la possibilité qu'a un tel schéma d'obtenir l'approbation du Comité des douanes. La protection de l'environnement n'est pas même évoquée et, pour eux, ce schéma est licite. C'est d'ailleurs tout son intérêt, puisqu'il permet de détourner un règlement en toute légalité. Valérie Corre avait raison : partout où il y a un vide juridique, des États sont prêts à soutenir leurs entreprises pour que celles-ci se fassent un maximum d'argent.

Si l'argent est bien le nerf de la guerre pour les entreprises suédoise et hollandaise, les motivations de l'État suédois sont ailleurs. Il ne cherche pas à se remplir les poches mais à protéger ses entreprises d'une concurrence féroce, d'une compétition tellement impitoyable que l'État suédois s'est transformé en guerrier du business. Sa principale mission est d'appuyer ses champions nationaux dans la conquête des

marchés. Comme de nombreux pays, la Suède est en guerre économique.

Le temps est terminé où les États étaient interdits de séjour sur les marchés au nom des dogmes libéraux – la libre, pure et parfaite concurrence et l'efficacité des marchés. Autant de mythes balayés par la crise récente qui marque le retour des États sur le nouvel échiquier économique mondial. Mais ont-ils jamais cessé d'y être? Dans certains pays, comme le Japon, la France et même les États-Unis, pourtant pourfendeurs de l'interventionnisme étatique, l'État tirait plus ou moins discrètement les ficelles. Depuis la chute du mur de Berlin en 1989 et l'avènement d'un commerce global, l'État est prié de se faire discret, voire de disparaître, en laissant le champ libre aux vrais professionnels des affaires. Du coup, il a pris le train de la mondialisation économique en passager clandestin, par crainte de subir les foudres des ayatollahs du néo-libéralisme. Aujourd'hui, avec la crise économique, il n'a plus de raison d'avancer masqué. C'est le grand retour de l'État dans la guerre économique.

Des fonds souverains du Sud qui peuvent s'acheter l'ensemble du CAC 40; des Chinois qui mènent l'offensive en Afrique et grignotent des parts de marché aux Américains jusqu'en Amérique latine; Vladimir Poutine qui place ses anciens collègues du KGB à la tête des entreprises russes; la CIA qui décrète que la crise économique est la plus grande menace pour la sécurité des États-Unis; Nicolas Sarkozy qui veut protéger les multinationales françaises des appétits de la concurrence étrangère en créant un fonds d'investissement tricolore; le Japon qui affronte l'hypercompétition économique avec l'esprit du samouraï; l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Inde ou la Corée du Sud qui achètent ou louent des terres à l'étranger pour préserver leur sécurité alimentaire... La guerre économique fait rage.

Impossible dans cette mondialisation de laisser les entreprises monter seules au front économique. Les États sont là, en première ligne ou en embuscade, pour soutenir leurs champions nationaux. Les Japonais et les Américains sont les premiers à s'être adaptés au nouveau contexte des relations économiques mondiales, les premiers à avoir mis en ordre de bataille leur administration. Pas seulement les fonctionnaires qui s'occupent du commerce, mais aussi ceux qui ont en charge la sécurité civile et militaire. Dorénavant, les frontières s'estompent entre un diplomate, un militaire, un policier, un haut fonctionnaire... tous partagent le même objectif : défendre les intérêts économiques de leur pays. Nous verrons que la France, la Grande-Bretagne, la Russie et la Chine ont suivi le même chemin que leurs concurrents, que seule l'Europe semble en panne sèche sur cette question. Nous verrons précisément comment tous ces pays s'immiscent dans les affaires économiques, comment ils accompagnent leurs entreprises à la conquête des marchés, comment leurs services de sécurité s'occupent autant des études de marché que du service après-vente, comment ils surveillent leurs concurrents et quelles stratégies à long terme ils mettent en place pour remporter certaines batailles de cette guerre économique. Loin d'adoucir les mœurs, comme le croyait Montesquieu, le commerce à l'heure de la mondialisation est un nouveau combat qui oblige les États à transformer leur administration en force de vente. Car l'économie est le principal enjeu de puissance en temps de paix. Pas question pour un État de s'en désintéresser, et ce quelle que soit sa philosophie politique. Libéral, social-démocrate, socialiste, communiste... peu importe, il s'agit avant tout de protéger son pays et sa population des aléas économiques (et environnementaux, puisqu'ils sont liés) qui peuvent le frapper. Plus que jamais, la guerre économique est devenue l'affaire des États.

PREMIÈRE PARTIE

Guerre économique : une nouvelle ligne de front

Que les temps anciens étaient simples à saisir ! Les bons d'un côté, les méchants de l'autre. Une vision binaire rassurante qui permettait à tout le monde de s'y retrouver. Pour nous Occidentaux, les méchants rouges étaient à l'Est. Pour l'autre camp, l'ennemi capitaliste était à l'Ouest. Rien de tel qu'une vision manichéenne pour lire le monde. Même les tentatives des non-alignés n'ont pas réussi à semer la confusion dans ce bel édifice né après la Seconde Guerre mondiale. Mais, en 1989, tout s'écroule. Des gravats du mur de Berlin effondré, surgit un nouveau monde qui voit le triomphe de l'Ouest. La fin de l'Histoire pour les uns, la démocratie de marché pour tous.

Malheureusement les rêves des plus optimistes ont dû s'effacer devant la réalité. Ni la guerre, ni la pauvreté, ni aucun des pires fléaux de l'humanité n'a disparu. Bien malin celui qui peut comprendre et expliquer ce monde post-Guerre froide. Qu'est-ce qui le caractérise ? Par quel paradigme est-il traversé ? Depuis les attentats du 11 Septembre, certains prétendent que c'est la montée des fondamentalismes religieux, notamment l'islamisme et sa face noire, le terrorisme d'Al-Qaïda, qui définit notre époque.

Au choc des civilisations, j'oppose le choc des puissances. Certes, les démocraties se font rarement la guerre, mais rien ne les empêche de s'affronter très durement sur le plan économique. Et la guerre économique n'a jamais été plus virulente qu'aujourd'hui – au point de rendre aux États leur rôle de général en chef sur cette nouvelle ligne de front, celle de la mondialisation. Mais, avant d'entrer dans les détails des stratégies et des moyens mis en place par les États, tentons de définir plus précisément ce qu'est la guerre économique.

Chapitre 1

Guerre économique, un concept qui dérange

Pour une majorité de spécialistes des relations internationales, la guerre économique est un concept fumeux. À leurs yeux, la guerre ne peut être que militaire et c'est en effet la définition donnée par la plupart des dictionnaires. Ainsi le Larousse : « La guerre est le recours à la force armée pour dénouer une situation conflictuelle entre deux ou plusieurs collectivités organisées : clans, factions, États. Elle consiste pour chacun des adversaires à contraindre l'autre à se soumettre à sa volonté. » Définition orthodoxe qui rejoint celle du grand gourou de la guerre, le fameux Clausewitz, pour qui elle est « un acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à exécuter notre volonté ». Un acte de violence ? Clausewitz ne précise pas, dans cette courte définition du moins, de quel type de violence il s'agit.

L'emploi du mot guerre serait inapproprié faute de violence armée. Pourtant, certaines des nombreuses définitions proposées s'appliquent tout à fait à notre problématique. Si la guerre consiste à soumettre l'autre à sa volonté, alors la guerre économique vise le même objectif. Il s'agit de soumettre la concurrence, voire de l'anéantir. En dépouillant la guerre de sa dimension purement militaire, mais en en préservant les objectifs, le concept de guerre économique est tout à fait fondé. La violence n'est pas forcément militaire. Depuis Marx, on sait qu'elle peut être aussi économique et sociale.

Rappelons également que la guerre n'a pas toujours été l'affaire des États. D'autres acteurs dans l'histoire ont déclaré et entrepris des guerres, comme des groupes sociaux ou ethniques, des mafias et, plus récemment, si on en juge par la rhétorique de l'ancienne administration américaine, des terroristes... Des entreprises enfin peuvent pousser des États à se déchirer au nom de leur chiffre d'affaires. Combien de guerres sales ont-elles été menées pour protéger des intérêts économiques? Certains pays d'Amérique du Sud et d'Afrique en savent quelque chose.

L'histoire récente montre que l'on a déjà plaqué le terme « guerre » sur une situation de combat non militaire. La période de 1947 à 1989 n'a-t-elle pas été qualifiée de « guerre froide », alors qu'aucun affrontement armé¹ n'a eu lieu entre les États-Unis et l'URSS, les deux superpuissances qui dirigeaient alors le monde? « Pour l'essentiel, la guerre froide fut menée à coups de propagande, de corruption et de subversion². » Pas de conflit armé direct, mais des méthodes toujours d'actualité dans la guerre économique, comme nous le verrons dans ce livre. Les deux Grands étaient alors assurément dans un état de guerre politique, idéologique, culturel et bien sûr économique. C'est même sur ce dernier terrain que la défaite du camp de l'Est est advenue. Épuisée par la course à la suprématie technologique (qu'elle soit militaire ou civile), l'URSS

1. Même si l'on est passé très près de l'affrontement direct. Lors d'une conférence à La Havane, en janvier 2002, sur la crise des missiles, des intervenants ont précisé que, le 27 octobre 1962, un sous-marinier soviétique avait refusé de tirer des torpilles nucléaires sur un bâtiment de guerre américain. Cité par Jean-Paul Joubert, « Le défi nucléaire », in Pascal Chaigneau (dir.), *Enjeux diplomatiques et stratégiques 2006*, Economica, 2006, p. 280.

2. Robert Cooper, *La Fracture des nations. Ordres et chaos au XXI^e siècle*, Denoël, 2004, p. 29.